

**Procédure lancée par l'Afrique du Sud contre Israël : un appel à  
se libérer de l'Occident impérial**

<https://www.contretemps.eu> redaction

---

*L'Afrique du Sud ne conteste pas seulement la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza ; elle tente de briser l'emprise de l'hégémonie états-unienne. C'est ce que montre Tony Karon dans un article d'abord publié en anglais par [The Nation](#).*

\*\*\*

Malheureusement pour les Palestiniens qui souffrent depuis longtemps, la « nécessité » de la violence organisée au service du massacre de civils par milliers est une affaire de point de vue. Et Israël fait le pari que sa guerre contre Gaza est conforme à ce qui est jugé acceptable dans les coulisses du pouvoir de l'Occident impérial, où des termes comme « dommages collatéraux » aseptisent la version actuelle des massacres de l'ère coloniale de personnes de couleur dans le cadre de campagnes de « pacification ».

La brutalité « nécessaire » est un principe séculaire dans la poursuite et le maintien du pouvoir occidental, qu'il s'agisse de colonisateurs européens, de colons américains décimant les populations autochtones, de l'armée états-unienne anéantissant les Vietnamiens, d'Afghans ou d'Irakiens contraints de se plier à la volonté de Washington, ou de la secrétaire d'État de l'époque, Condoleezza Rice, disant au Liban de se résigner à la mort et à la destruction massives provoquées par l'invasion israélienne de 2006 alors présentée comme « affres de la mise au monde d'un nouveau Moyen-Orient ».

L'idéologue patenté de la puissance occidentale, Samuel P. Huntington, théoricien du « choc des civilisations » ne dit pas autre chose, d'ailleurs :

« L'Occident ne doit pas sa conquête du monde à la supériorité de ses idées, de ses valeurs ou de sa religion (à laquelle peu de membres d'autres civilisations ont été convertis), mais plutôt à sa supériorité dans l'application de la violence organisée. C'est un fait que les Occidentaux oublient souvent ; les non-Occidentaux, eux, jamais. »

Vladimir Ze'ev Jabotinsky, fondateur du mouvement sioniste révisionniste, mouvement devenu hégémonique dans la politique israélienne pendant la majeure partie des cinq dernières décennies [depuis l'accession au pouvoir de Menahem Begin et du Likoud en 1977], semblait bien conscient de l'argument avancé par Huntington un demi-siècle plus tard. L'influent pamphlet de Jabotinsky de 1923, [Le mur de fer](#), était un appel aux armes dépourvu de toute sensiblerie, adressé à ceux qui visaient l'édification et la perpétuation d'un État ethnique juif en Palestine :

« Nous cherchons à coloniser un pays contre la volonté de sa population, en d'autres termes, par la force. Voilà la racine dont proviennent toutes sortes d'incidences néfastes avec une inévitabilité axiomatique ».

La violence qu'Israël déchaîne est du même type que celle qui a fait de l'Occident la force dominante du système international. Et c'est l'ancrage d'Israël dans un ordre colonial occidental qui est utilisé pour justifier la sauvagerie qui s'abat sur Gaza. La violence, regrettable mais nécessaire pour défendre les frontières de la « civilisation » contre la « barbarie », est un vieux principe des puissances occidentales. Et c'est en vertu de ce principe qu'Israël exige un soutien à sa campagne à Gaza.

[Selon le New York Times](#), au cours d'échanges diplomatiques et dans des déclarations publiques, les responsables israéliens « ont cité les actions militaires occidentales passées en zones urbaines, depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux guerres contre le terrorisme qui ont suivi le 11 septembre... pour aider à justifier une campagne contre le Hamas qui coûte la vie à des milliers de Palestiniens ».

Mais l'accusation de génocide portée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ) dans l'espoir de mettre un terme à l'opération militaire d'Israël rappelle l'observation de Huntington selon laquelle les non-Occidentaux n'ont jamais oublié comment l'Occident a été créé et ne sont pas non plus disposés à accepter ses prérogatives. De nombreux pays du Sud voient dans la violence d'Israël un écho de leur propre brutalisation et humiliation historiques aux mains de la puissance occidentale.

L'Afrique du Sud ne se contente pas d'affronter Israël ; elle met en cause, de fait, les États-Unis, principal soutien d'Israël, qui bloquent agressivement toute tentative d'obliger Israël à rendre des comptes au regard du droit international. En saisissant la CIJ, l'Afrique du Sud dit au monde qu'on ne peut pas faire confiance aux États-Unis et à leurs alliés pour mettre un terme à la campagne génocidaire d'Israël.

Le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud a été l'âme sœur idéologique et l'allié le plus proche d'Israël ; l'Afrique du Sud post-apartheid honore désormais [l'obligation morale énoncée par Nelson Mandela](#), de ne pas trouver le repos tant que la Palestine ne sera pas libre. Son action implique également l'héritage de la responsabilité morale de conduire la société civile mondiale à agir contre l'apartheid, responsabilité qui découle de sa propre expérience de lutte soutenue par la solidarité internationale.

Les millions de personnes qui défilent dans les rues du monde entier nous disent qu'une grande partie de la société civile est aux côtés des Palestiniens. Pourtant, la plupart des gouvernements qui ne soutiennent pas directement les agissements criminels d'Israël n'ont pas agi. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Israël bombarde et affame les civils, détruisant délibérément leurs moyens de survie. Et il agit avec la certitude inébranlable que les munitions états-uniennes qu'il largue sur les mères et les enfants de Gaza continueront d'affluer tandis que Washington assurera une couverture politique. L'Afrique du Sud a tenté de briser la passivité imposée par les États-Unis, offrant un exemple d'action indépendante du Sud pour mettre fin aux crimes de guerre approuvés par l'Occident.

Lorsque Mandela, libéré de prison en 1990, a été mis en cause aux États-Unis pour ses relations avec Yasser Arafat, leader de l'Organisation de libération de la Palestine, il a poliment mais fermement [fait comprendre à l'establishment américain](#) que « vos ennemis ne sont pas nos ennemis », principe de non-alignement que ses héritiers poursuivent aujourd'hui.

Bien sûr, il y a toujours eu des limites à la capacité des gouvernements du Tiers monde à s'opposer aux États-Unis et à l'Europe, la principale étant le rôle central joué par les marchés financiers mondiaux contrôlés par l'Occident dans la capacité de ces gouvernements à gouverner. L'économie mondiale grotesquement inégale créée par le pillage colonial de l'Occident a été maintenue, après la décolonisation politique, sous la forme de relations codifiées de propriété privée qui ont essentiellement donné aux États-Unis et à l'Europe un droit de veto sur l'indépendance politique des anciennes colonies. Aujourd'hui encore, nous constatons que l'Égypte subit des pressions pour accueillir des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens victimes du nettoyage ethnique de Gaza, en échange de l'annulation de [160 milliards de dollars de sa dette nationale](#).

Malgré sa position subordonnée dans le système financier mondial, l'Afrique du Sud a commencé à résister aux exigences géopolitiques des États-Unis, en refusant notamment, de concert avec la plupart des pays du Sud, [de prendre le parti de l'OTAN dans la guerre en Ukraine](#). Cela peut refléter le déclin de la puissance étatsunienne par rapport aux autres et l'indépendance économique croissante des puissances moyennes. Mais l'action de l'Afrique du Sud devant la CIJ constitue un nouveau défi géopolitique pour les États-Unis. Parce qu'en accusant Israël de génocide, inévitablement, même si de manière implicite, ce sont les États-Unis que l'on accuse de complicité.

Le corollaire de la remarque de Huntington sur la mémoire non-occidentale renvoie aussi à une histoire de moments de violence organisée par des peuples non occidentaux dont les succès contre des puissances occidentales prétendument invincibles ont parfois inspiré une résistance dans l'ensemble du Sud. Pankaj Mishra a [mis en lumière](#) ce type de dynamique dans l'impact de la défaite infligée par le Japon à la Russie impériale en 1905 sur des intellectuels allant de Sun Yat-Sen à Jawaharlal Nehru, en passant par Mustafa Kemal Atatürk et W.E.B. Du Bois : « Ils ont tous tiré la même leçon de la victoire du Japon : les hommes blancs, conquérants du monde, n'étaient plus invincibles ».

Un frisson d'inspiration comparable a parcouru l'ensemble du Sud lorsque les révolutionnaires vietnamiens ont vaincu l'armée coloniale française à Dien Bien Phu en 1954. Et de nouveau lorsqu'ils ont vaincu les États-Unis qui avaient remplacé la France. Ou encore lorsque des révolutionnaires cubains ont éjecté un dictateur soutenu par les États-Unis et repoussé les tentatives de restauration de l'ancien régime.

La génération sud-africaine qui a mené le soulèvement de Soweto en 1976 contre le gouvernement de l'apartheid a été enhardie par le spectacle, quelques mois plus tôt, de l'armée prétendument invincible de Pretoria contrainte de battre en retraite de l'Angola par les forces cubaines et celles du MPLA [Mouvement pour la Libération de l'Angola]. La victoire du Hezbollah en 1999, après 15 ans de guérilla pour forcer le retrait d'Israël du Sud-Liban, de la même manière, a été source d'inspiration pour les Palestiniens et leurs voisins. Et ainsi de suite.

Beaucoup noteront que si Israël a pulvérisé une grande partie de Gaza et continue de tuer des centaines de civils chaque jour, il [ne parvient pas à détruire la capacité de combat du Hamas](#). « Le scepticisme grandit quant à la capacité d'Israël à démanteler le Hamas », a [averti le New York Times](#). Loin de marginaliser le Hamas, les actions d'Israël ont rendu le mouvement [plus populaire que jamais parmi les Palestiniens](#) et dans toute la région arabe, tout en affaiblissant les dirigeants alignés sur Israël et les États-Unis.

Le militant de la société civile palestinienne Fadi Quran a [récemment affirmé](#) que l'offensive d'Israël diminuait en fait son image « dissuasive » : « Nous avons constaté un changement radical dans la perception moyenne de l'armée israélienne dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Auparavant, elle était considérée comme une force sophistiquée et dissuasive avec laquelle il fallait compter, et dont la suprématie était inébranlable », écrit-il. « Aujourd'hui, elle est perçue comme extrêmement faible et fragile. Plus précisément, la perspective actuelle est qu'elle serait facilement vaincue si elle ne bénéficiait pas du soutien illimité des États-Unis.

La dépendance d'Israël à l'égard des bombardements aériens et du pilonnage des centres urbains est perçue comme la tactique la plus lâche d'une armée qui a peur du face à face avec une milice qui est dix fois moins nombreuse qu'elle, qui dispose d'un pour cent de ses ressources et qui est assiégée depuis dix-sept ans. Les incursions terrestres d'Israël se font

Les tactiques israéliennes de punition collective ainsi que l'ampleur et la nature de la violence que les puissances occidentales sont prêtes à tolérer contre un peuple captif et colonisé à Gaza rappellent également aux anciens peuples colonisés et à leurs descendants comment l'Occident a été créé.

Israël s'attend à être compris dans les capitales occidentales en raison des traditions de « violence nécessaire » de la domination impériale occidentale, ce qui laisse entendre qu'il pourrait être antisémite de refuser à Israël le droit de se comporter, au début du 21<sup>e</sup> siècle, comme l'ont fait les puissances européennes et les États-Unis aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Il convient ici de rappeler une [observation de feu l'historien britannique Tony Judt](#) sur les conséquences de l'arrivée tardive d'Israël dans le jeu de la colonisation :

« En bref, le problème d'Israël n'est pas, comme on le laisse parfois entendre, qu'il s'agit d'une « enclave » européenne dans le monde arabe, mais plutôt qu'il est arrivé trop tard. Il a importé un projet séparatiste caractéristique de la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans un monde qui a évolué, un monde de droits individuels, de frontières ouvertes et de droit international. L'idée même d'un « État juif » - un État dans lequel les Juifs et la religion juive jouissent de privilèges exclusifs dont les citoyens non juifs sont à jamais exclus - est enracinée dans un autre temps et un autre lieu. En bref, Israël est un anachronisme ».

L'historien Adam Tooze, dans sa chronique au *Financial Times*, ajoute quant à lui :

« Les Israéliens sont le dernier groupe d'Européens (en majorité) à se lancer dans l'accaparement de terres non-européennes, justifiée dans leur mission par la théologie, la revendication d'une supériorité civilisationnelle et le nationalisme. Bien sûr, les accaparements de terres se poursuivent partout dans le monde, tout le temps. Mais, à l'heure actuelle, le projet israélien s'affirme comme version particulièrement cohérente et assumée d'idéologie de colonialisme de peuplement « classique » ».

Israël mène donc une guerre coloniale classique de pacification d'une population autochtone qui résiste à la colonisation, au moment même où une grande partie de la population mondiale présente la facture de siècles de violence et d'asservissement occidentaux, et demande justice et la réorganisation des rapports de force au niveau mondial. La défense de la Palestine est devenue l'emblème de cette lutte globale pour un autre gouvernement des affaires du monde.

Gaza a mis à nu l'hypocrisie fondamentale de « l'ordre international fondé sur des règles » de Biden - un système hypocrite qui légitime et permet la violence contre les Palestiniens colonisés et les violations systématiques du droit international par Israël. La campagne militaire d'Israël et son système d'apartheid peuvent être tolérés par les puissances occidentales, mais ils sont intolérables pour les citoyens du Sud.

Dans sa période de domination unipolaire de l'après-guerre froide, Washington a exigé le

contrôle exclusif du dossier israélo-palestinien contre la communauté internationale. Le résultat a été un « processus de paix » dans lequel Israël a étendu et approfondi sans relâche son occupation d'apartheid, tandis que les responsables américains ont fermé toute discussion sur la limitation d'Israël en entonnant des mantras vides d'une « solution à deux États » qui pourrait être mise en péril si Israël était contraint de se conformer au droit international. Ce moment est révolu.

Par le biais de la procédure engagée devant la CIJ, l'Afrique du Sud envoie un message selon lequel accepter le leadership des États-Unis sur les affaires mondiales signifie accepter le massacre de dizaines de milliers de Palestiniens et le nettoyage ethnique de centaines de milliers d'autres.

Les États-Unis s'opposent agressivement à des initiatives telles que la plainte déposée par l'Afrique du Sud devant la CIJ, tout comme ils opposent systématiquement leur veto à tout effort du Conseil de sécurité des Nations unies visant à limiter les violations systématiques du droit international par Israël. L'action en justice de l'Afrique du Sud rompt l'emprise de l'hégémonie américaine qui paralyse une grande partie de la communauté mondiale et l'empêche de prendre des mesures pour demander des comptes aux génocidaires. C'est un appel au Sud pour qu'il défie les limites à la participation internationale fixées par Washington. Si les pays du Sud veulent que le bain de sang et le nettoyage ethnique cessent, ils ne peuvent pas compter sur le complice américain d'Israël pour y parvenir.

L'occasion pour déclencher ce défi géopolitique peut être l'urgence cataclysmique de mettre fin aux crimes d'Israël, mais qu'elle réussisse ou non, l'affaire de la CIJ peut marquer un nouveau chapitre dans la remise en cause de l'hégémonie américaine et d'un monde géré selon des règles qui légitiment les crimes de guerre commis par les États-Unis ou leurs alliés.